

# LA PRESSE EN REVUE...



**JEUDI 27 MARS 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Les cumulards
- 2) Les couacs
- 3) Cela bouge !
- 4) « Il doit tirer une leçon »
- 5) Elle accuse...
- 6) Encore plus



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Municipales : les cumulards dans le temps plébiscités par les électeurs



Jean-François Copé (G) et André Santini, en 2004, alors têtes de listes pour les régionales. Et déjà maires de Meaux et Issy-les-Moulineaux, où ils ont été réélus dimanche au premier tour. (Photo AFP)

## **Dans les grandes villes, sur une quarantaine de maires élus depuis au moins 1995, 25 ont été réélus dès le premier tour.**

Début février, Libération pointait cette spécificité française : ces maires «accros au mandat», qui s'accrochent à leur siège parfois plus de vingt ans. Avant cette élection, plus de 20% des maires des villes de plus de 30 000 habitants occupaient leur fauteuil depuis plus de dix-huit ans. Et parmi cette soixantaine d'édiles élus depuis au moins 1995, 43 retentaient leur chance cette année (aux deux tiers à droite).

Avec un certain succès : en replongeant après le premier tour dans notre échantillon (les villes de plus de 30 000 habitants où les maires ont fait trois mandats ou plus) , il faut bien constater que les électeurs n'ont pas vraiment sanctionné ces cumulards dans le temps. C'est même plutôt le contraire : 25 d'entre eux ont été réélus dès dimanche dernier, comme le montre la carte ci-dessous, où ils apparaissent en vert.

### **Les cumulards de droite plébiscités**

Sur ces 25 élus au premier tour, 23 sont de droite, avec un net avantage à l'UMP. On trouve notamment quelques poids lourds du parti (Jean-François Copé à Meaux, Alain Juppé à Bordeaux, ou François Baroin à Troyes, tous trois maires depuis 1995). Et un certain nombre d'élus de banlieue parisienne comme Gilles Carrez (Le Perreux-sur-Marne), Jacques Kossowski (Courbevoie) ou Pierre Fond (Sartrouville) (1). A droite, les plus anciens élus se nomment André Santini (UDI), élu à Issy-les-Moulineaux depuis 1980, et les UMP Patrick Balkany (Levallois-Perret), Jean-Pierre Schosteck (Châtillon) et Christian Dupuy (Suresnes), élus pour la première fois en 1983 (2).

Autre zone où les cumulards de droite se portent bien : le Sud-Est où Michèle Tabarot (Le Cannet), Louis Nègre (Cagnes-sur-Mer) et Jean Léonetti (Antibes) sont réélus pour un quatrième mandat et où Jean-Claude Gaudin semble bien parti à Marseille.

### **Les cumulards de gauche pas épargnés**

Mais le réélu le plus ancien est à gauche : Jacques Mahéas (divers gauche) a été réélu triphalement (65%) pour un septième mandat (depuis 1977), écrasant au passage le candidat officiellement soutenu par le PS. Plutôt une exception car les cumulards de gauche n'ont pas été épargnés par la tendance générale envers la majorité: le seul autre élu du premier tour sur notre échantillon est François Asensi (FDG) à Tremblay-en-France. Mais tous ceux étiquetés PS sont contraints à un second tour. Certains ne se font pas trop d'inquiétude comme Laurent Cathala à Créteil, qui dépasse les 47%. D'autres ont plus de soucis à se faire, à l'image de Michel Delebarre, maire de Dunkerque depuis 1989, arrivé deuxième derrière son ancien adjoint à la tête d'une liste divers gauche et contrait à une triangulaire avec le Front national.

*(1) A noter que l'échantillon (villes de plus de 30 000 habitants) explique en partie cette surreprésentation de la région parisienne.*

*(2) Battu en 1995, Patrick Balkany n'était pas maire de 1995 à 2001.*

liberation.fr-Guillaume LAUNAY

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## II) Trahisons, dérapages, règlements de comptes : les couacs de l'entre-deux-tours



Franck Margain, vice-président du Parti chrétien-démocrate, aux côtés de Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate UMP à la mairie de Paris, le 17 décembre 2013. (MEIGNEUX / SIPA)

**Dans une campagne, tout ne se passe pas toujours comme prévu, notamment entre les deux tours. Francetv info recense les ratés de ces derniers jours.**

Par Mathieu Dehlinger

Les électeurs ont voté une première fois dimanche pour les élections municipales, mais la campagne n'est pas encore terminée. Et à quelques jours du second tour, elle offre encore son lot de couacs : fusions de listes annoncées mais finalement avortées, dérapages de certains élus, erreurs de communication... Francetv info revient sur ces ratés qui font tache dans l'entre-deux-tours.

### Les fusions ratées

#### Paris 12e.

Franck Margain, proche de Christine Boutin (Parti chrétien-démocrate), devait être évincé de la liste commune de la droite et du centre. "Devait", car l'UMP et l'UDI, à vingt minutes de la clôture des listes, n'avaient pas toutes les signatures nécessaires pour fusionner. La préfecture a donc validé la première liste, déposée lundi, sur laquelle figurait encore Franck Margain.

Qu'importe, l'intéressé se refuse à faire campagne : "Je ne vais pas vendre le déshonneur et l'humiliation", explique-t-il à Metronews. "La guerre est déclarée", réplique pour sa part Christine Boutin, indignée, qui appelle désormais à voter contre NKM.

#### Nîmes (Gard).

Elles s'étaient mises d'accord : Françoise Dumas, pour le PS, et Sylvette Fayet, pour le Front de gauche, devaient fusionner leurs listes pour le second tour. Sauf que, raconte Midi Libre, faute d'avoir tous les documents nécessaires et de faire l'unanimité sur l'ordre de la liste commune, les deux femmes n'ont finalement eu d'autre choix que de faire acte de candidature séparément. La préfecture gardoise se prépare donc à une quadrangulaire, ce qui offre un boulevard au maire UMP sortant.

### Les indisciplinés

## **Grenoble (Isère).**

Avec 25,3% des voix, le candidat PS était arrivé deuxième, derrière la tête de liste d'EELV et du Parti de gauche et ses 29,4%. Malgré les consignes de la direction nationale du Parti socialiste, Jérôme Safar a refusé de se rallier à son rival écologiste et a maintenu sa liste. Le PS lui a retiré son investiture pour le second tour.

## **Béziers (Hérault).**

Le PS militait pour un "front républicain" face à Robert Ménard, soutenu par le FN et arrivé en tête au premier tour avec près de 45% des voix. Mais le socialiste Jean-Michel Du Plaa a refusé de se désister, provoquant une triangulaire qui arrange les affaires de Robert Ménard. La direction du Parti socialiste lui a retiré son investiture.

## **Les dérapages**

### **La Grande-Motte (Hérault).**

Elue dimanche sur la liste UMP, une conseillère municipale a vu ressurgir une photo polémique, partagée sur Facebook avant le premier tour. Comme le révèle le site Montpellier journal, Lina Delnott y comparait, le 14 mars, Christiane Taubira à un gorille. "Une photo infâme, stupide" selon le maire, qui ne compte pas sanctionner Lina Delnott pour autant.

### **Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais).**

Bonne ambiance à la mairie, selon Le Lab. "Tu es sur la liste de Schindler, tu vas bientôt prendre le train", aurait déclaré, au lendemain de la victoire du frontiste Steeve Briois, une employée sympathisante FN à l'un de ses collègues "issu de la diversité". Le propos comporte une erreur historique manifeste, remarque le site, car la liste de Schindler a permis de sauver plus d'un millier de Juifs de la déportation...

### **Vienne (Isère).**

A peine élu, déjà inquiet. Un candidat du FN, conseiller municipal depuis dimanche, a été brièvement placé en garde à vue mardi pour "diffusion de document portant atteinte à la vie privée". Durant la campagne, Norman Méchin avait diffusé sur son site internet une vidéo

tournée à l'insu du candidat UMP, au cours de laquelle ce dernier évoquait l'attribution de logements et la recherche de salles de prière. Le frontiste l'avait utilisé pour reprocher à son adversaire de ne pas respecter le principe de laïcité.

### **Paris 8e.**

Candidate écologiste, Claire Carré accuse le député UMP Pierre Lellouche de sexisme. A l'issue du premier tour, l'élu lui aurait adressé ce compliment : "Les écolos, vous êtes trop belles et bonnes de toute façon. Et puis, Pompili [coprésidente du groupe EELV à l'Assemblée]... Olalala !" "J'ai dit que ça comptait dans la vie d'avoir un bon physique, se défend Pierre Lellouche sur Le Lab. On a voulu la féliciter, voilà tout."

## **La trahison**

### **Saint-Omer (Pas-de-Calais).**

Adjointe au maire sortant PS, candidate sur sa liste, Catherine Rebergue s'est affichée à plusieurs reprises avec son adversaire de droite. Elle a finalement envoyé, lundi, une lettre ouverte au socialiste, dans laquelle elle lui reproche son manque d'écoute et lui explique qu'elle ne souhaite pas figurer sur sa liste au second tour, raconte La Voix du Nord (article payant). Une "trahison", réplique le maire, mais le courrier ne changera rien : en vertu du Code électoral, Catherine Rebergue est engagée pour les deux tours de scrutin, précise le quotidien régional.

## **Les règlements de comptes**

### **Niort (Deux-Sèvres).**

Après soixante ans à gauche, la ville a basculé à droite dès le premier tour. La socialiste Geneviève Gaillard a été balayée, puisqu'elle n'a recueilli que 20,3% des voix, contre 54,3% pour son adversaire. La faute entre autres, selon la candidate évincée, à Ségolène Royal. Invitée de France 3 Poitou-Charentes, Geneviève Gaillard a dénoncé une cabale de la présidente de la région, évoquant "une vaste opération" montée contre elle au sein du Parti socialiste depuis près d'un an.

## Paris 18e.

Pas question de soutenir le candidat officiel de l'UMP Pierre-Yves Bournazel, "plus prompt à se produire sur les plateaux de télévision qu'à se soucier des habitants". La dissidente Roxane Decorte appelle ses électeurs à voter pour la liste PS au second tour. Un ralliement qui n'aura que peu d'influence sur les résultats du scrutin : l'arrondissement est ancré à gauche.

## Les ratés de communication

### Tarascon (Bouches-du-Rhône).

En voulant promouvoir le "front républicain face au FN", Harlem Désir a commis une erreur, lundi. Le premier secrétaire du PS a annoncé le retrait de la liste socialiste dans la ville. Sauf qu'avec seulement 6,43% au premier tour, elle ne pouvait de toute façon pas se maintenir. Le parti a corrigé par la suite, évoquant, pour cette commune, un "appel à voter pour faire battre le FN".

### La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

En marge de l'annonce du retrait de ses listes dans certaines communes, Harlem Désir a affirmé, mardi, soutenir le candidat communiste dans la ville de Seine-Saint-Denis. Sauf qu'une telle annonce est inutile pour le second tour. Le maire sortant Gilles Poux (PCF), à la tête d'une liste d'union de la gauche soutenue par le PS, a déjà été réélu dimanche avec 57,89% des voix.

francetvinfo.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## III) Matignon : les pressentis, les prétendants et les outsiders

Par Les Echos

Alors que le départ de Jean-Marc Ayrault de Matignon semble inéluctable après la déroute subie par le PS lors du premier tour des municipales, gros plan sur les prétendants au poste de Premier ministre, de Manuel Valls à Laurent Fabius, en passant par Jean-Yves Le Drian, et quelques autres...



Manuel Valls semble toujours en pôle position pour succéder à Jean-Marc Ayrault à Matignon - LUDOVIC/REA

Alors que le départ de Jean-Marc Ayrault de Matignon semble inéluctable après la déroute subie par le PS lors du premier tour des municipales, gros plan sur les prétendants à sa succession. Avant le premier tour, d'autres pistes (Pascal Lamy, Louis Gallois, voire Ségolène Royal) avaient été évoquées, mais la "short list" semble se resserrer.

### Manuel Valls : le préféré des Français

Si les couacs de la majorité dans l'affaire des écoutes de Nicolas Sarkozy n'ont pas épargné sa popularité, Manuel Valls semble toujours en pôle position pour succéder à Jean-Marc Ayrault à Matignon, si remaniement il y a. Le ministre de l'Intérieur, qui s'était vu à Matignon en novembre dernier, au moment de la polémique Leonarda, tient la corde. Un sondage BVA, publié le 9 mars, désignait le locataire de la place Beauvau comme le préféré des Français pour devenir Premier ministre. Cependant, certains proches de François Hollande suggéreraient au président de la

République d'attendre 2015 et les élections régionales pour donner à Manuel Valls les rênes du gouvernement. A suivre.

### **Laurent Fabius : l'expérience**

Matignon ? « Non merci », a répondu le ministre des Affaires étrangères le 5 mars dernier avant d'ajouter : « Je suis très bien là où je suis, et je pense que dans les circonstances actuelles, avoir une France qui a une politique reconnue, forte, c'est un atout. »

Difficile de faire plus clair et pourtant, son nom est encore évoqué parmi les possibles successeurs de Jean-Marc Ayrault au poste de Premier ministre. Il faut dire que Laurent Fabius a un CV rassurant et un profil idéal. Selon un sondage Ifop publié le 2 mars, avec 61 % de satisfecit, il est passé devant Manuel Valls à l'indice de satisfaction des Français concernant les membres du gouvernement. Par ailleurs, sa longue carrière politique et son expérience parlent pour lui, d'autant plus que Laurent Fabius a déjà exercé les fonctions de Premier Ministre pendant deux ans. Il avait été nommé en 1984 par François Mitterrand, et était resté à la tête du gouvernement PS jusqu'en 1986 et la victoire de la droite aux législatives. A ce jour, Laurent Fabius demeure le plus jeune à avoir été nommé à ce poste.

### **Jean-Yves Le Drian : le bénéficiaire des opérations**

A côté de Manuel Valls, il fait clairement figure d'outsider, et pourtant Jean-Yves Le Drian, l'une des - rares - bonnes surprises du gouvernement, est à ce jour l'un des prétendants les plus crédibles à la succession de Jean-Marc Ayrault. Beaucoup louent son action à la Défense, un domaine où l'opinion n'a pas marqué de forte réticence vis-à-vis de l'action de l'exécutif. La popularité du ministre est solide (49% de satisfecit toujours selon le sondage IFOP du 2 mars) et c'est un proche de longue date de François Hollande, à qui il a à maintes reprises prouvé sa fidélité.

### **Claude Bartolone : un prétendant qui fait partie de la short list ?**

Interrogé sur la question du maintien de Jean-Marc Ayrault au poste de Premier Ministre, Claude Bartolone a d'abord refusé de s'exprimer

dimanche avant de déclarer lundi sur RTL qu'il "faut poser la question au Président de la République. Et si le président PS de l'Assemblée nationale élude autant la question, c'est qu'il a déjà laissé entendre que le poste l'intéressait.

Le 7 février, Interrogé par LeFigaro.fr sur ses envies de briguer Matignon, Claude Bartolone avait répondu : "Je prends votre question comme un compliment. Si je fais partie de la short list, c'est que j'ai réussi comme président de l'Assemblée nationale à rendre cette maison plus transparente, plus active (...). Mais étant très marquée à gauche, sa ligne politique est-elle bien compatible avec le virage social-libéral de François Hollande ?

### **Martine Aubry : l'outsider**

En ballottage favorable à Lille avec près de 35% des voix, Martine Aubry s'est fait plus discrète au plan national ces deux dernières années. Et a affirmé début février au "Point " qu'elle ne se voyait pas à Matignon : " Je ne serai pas Premier ministre ! Je n'ai qu'une ambition : être maire de Lille et présidente de la communauté urbaine." Pourtant, l'édile de la capitale des Flandres demeure un poids lourd du parti socialiste et de la gauche en général. Si sa côte de popularité n'atteint pas des sommets himalayens, elle est encore très appréciée par les sympathisants de gauche

Mais à l'instar de Claude Bartolone, elle incarne la ligne marquée à gauche du parti, qui sera aussi difficilement conciliable avec le tournant du gouvernement. Sans compter que l'affrontement lors de la primaire PS de 2011 avec François Hollande a sans doute laissé des traces, Martine Aubry avait notamment trouvé qu'il y avait du "flou" chez ce dernier.

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## IV) Hollande: le gouvernement doit "tirer une leçon" du premier tour



Le président François Hollande à l'issue du Conseil des ministres le 26 mars 2014 à l'Élysée à Paris  
© Alain Jocard

**François Hollande a jugé mercredi que le gouvernement devait "entendre les Français" et "tirer une leçon" du premier tour des municipales en oeuvrant au...**

François Hollande a jugé mercredi que le gouvernement devait "entendre les Français" et "tirer une leçon" du premier tour des municipales en oeuvrant au redressement avec "plus de force" et "de justice sociale", a rapporté la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem.

"Même si le scrutin n'est pas achevé, le président de la République a souligné que sans attendre dimanche, il convenait d'entendre les Français quand ils s'expriment et même d'ailleurs, quand ils s'abstiennent de le faire", a indiqué Najat Vallaud-Belkacem devant la presse, lors de son compte-rendu hebdomadaire du Conseil des ministres.

Le président de la République, a-t-elle insisté, "perçoit bien dans les messages envoyés par les Français de l'inquiétude".

Toujours selon la porte-parole du gouvernement, François Hollande, a poursuivi en déclarant que "le gouvernement doit tirer une leçon de ce scrutin municipal, celle de travailler au redressement de ce pays avec plus de rapidité, plus de force, plus de cohérence et de justice sociale".

L'Élysée avait fait savoir mardi soir qu'il y aurait "nécessairement une expression et une action" du président de la République et du gouvernement en avril, alors que le premier tour des municipales a été marqué par une abstention record, une percée historique du Front national et un vote-sanction contre les socialistes dans plusieurs grandes villes.

"Le président de la République m'a donné une impression de solidité, de lucidité et de responsabilité et je pense que c'est cela que les Français attendent de lui", a poursuivi Najat Vallaud-Belkacem.

Pressée de questions sur un possible remaniement, la porte-parole du gouvernement a

rappelé qu'"il reviendra au président de la République de faire ses choix en temps utile", indiquant que le chef de l'Etat n'avait "pas eu de mot particulier" sur le sort du gouvernement et du Premier ministre.

"Le Premier ministre (Jean-Marc Ayrault) est aux commandes de ce gouvernement, je n'entre pas dans les spéculations", a-t-elle enchaîné.

Toujours selon elle, le chef de l'Etat a également appelé le gouvernement "à faire mieux percevoir aux Français les résultats de (son) action".

Joignant le geste à la parole, le président, selon elle, a présenté la loi pour l'accès logement et un urbanisme rénové (Alur) --qui faisait l'objet d'une communication au Conseil le jour de sa publication au Journal officiel-- comme "un texte important qui montre que le gouvernement se bat, notamment pour la justice sociale".

publicsenat.f

## **V) Delphine Batho accuse le gouvernement d'avoir "détruit en 2 ans ce que des générations de socialistes ont construit"**



(Maxppp)



Delphine Legouté  
delphine.legoute@europel.fr

de critiquer l'action de ses anciens collaborateurs. Ce 25 mars dans une interview au Parisien, et après des résultats décevants pour le PS au premier tour des municipales, l'ex-ministre de l'Écologie tape particulièrement dur, accusant l'exécutif d'avoir "détruit en deux ans ce que des générations de socialistes ont construit".

Delphine Batho commence ainsi par rappeler qu'elle-même avait prévu une telle déroute :

*Ca fait des mois et des mois que tout le monde sait que la gauche va dans le mur. Maintenant, nous y sommes.*

Estimant que "les élus de terrain se sentent sacrifiés", la députée des Deux-Sèvres assène :

Dans les Deux-Sèvres, Niort est passée à droite dès le premier tour. La ville était pourtant à gauche depuis 1957.

Pensant que les Français ont "dépassé le stade du doute" et sont maintenant "clairement dans le rejet", Delphine Batho juge enfin qu'il est "indispensable" de changer de Premier ministre, alors qu'un remaniement est attendu avant les élections européennes de mai.

europel.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Depuis son éviction du gouvernement en juillet 2013, Delphine Batho est passée maître dans l'art



## VI) Le nombre de chômeurs augmente fortement en février

Il y avait 3 347 700 demandeurs d'emploi de catégorie A, c'est-à-dire sans activité, en février. Une hausse de 0,9% par rapport à janvier.



Une agence Pôle emploi à Villeneuve-d'Ascq (Nord), le 27 décembre 2013. (PHILIPPE HUGUEN / AFP)

francetv  
info

Par Francetv info

Avant le second tour des municipales, c'est une mauvaise nouvelle de plus pour la majorité. En février, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, c'est-à-dire sans activité, a augmenté de 0,9% par rapport à janvier, soit 31 500 chômeurs de plus en un mois. On compte désormais 3 347 700 demandeurs d'emploi de catégorie A, en France métropolitaine, selon les chiffres de Pôle emploi communiqués par le ministère de l'Emploi, mercredi 26 mars. Sur un an, le chômage augmente de 4,7%.

En incluant les chômeurs ayant eu une activité réduite (1 590 100 personnes), 4 937 800 demandeurs d'emploi ont été recensés à la fin du mois de février.

### Mauvais timing pour la majorité

Ces mauvais chiffres sont un nouveau revers pour le gouvernement, et surtout pour François Hollande à la veille du second tour des élections municipales, d'autant que selon une enquête de l'Insee, le chômage est la préoccupation majeure des Français. "Même si on a réussi à ralentir les choses" sur le chômage, "on ne l'a pas inversé, chacun le sait. (...) C'est normal que les Français soient dans une forme de colère", avait déjà reconnu, mardi, le ministre du Travail, Michel Sapin, évoquant les résultats du premier tour des municipales qui ont pris la forme d'un désaveu pour le gouvernement. Il faut entendre ce "mécontentement vis-à-vis de la situation économique et sociale qui n'est pas aujourd'hui à la hauteur de ce que les uns et les autres peuvent espérer", avait-il ajouté. La sanction pourrait se matérialiser dimanche dans les urnes, lors du second tour.

### Pas d'embellie en perspective

Pour enrayer cette tendance, le gouvernement a misé sur le pacte de responsabilité et ses 30 milliards de baisse de charges en faveur des entreprises, pour relancer la machine. Mais il est déjà contesté. La CFE-CGC, mécontente de l'accord sur l'assurance chômage, a ainsi annoncé mardi qu'elle renonçait à le signer.

Autre mauvais signe pour le gouvernement, aucun organisme international ne fait le pari d'une véritable reprise de l'emploi en 2014, faute d'une croissance suffisamment vigoureuse. Selon les dernières prévisions de Bruxelles, la France, deuxième économie de la zone euro, devrait rester cette année à la traîne derrière l'Allemagne, avec 1% de croissance, contre 1,8% pour sa voisine. Une croissance annuelle de 1,5% est généralement considérée comme nécessaire pour inverser la tendance en matière d'emploi. Tout au mieux les économistes envisagent-ils une stabilisation du chômage, avec le coup de pouce des emplois aidés.

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**